

- e) Par la publication de la revue «About Agriculture», dans laquelle on traite des problèmes agricoles et de l'amélioration des relations urbano-rurales.

Votre Comité, monsieur le Président et messieurs, a fait le sujet de tout un numéro en décembre 1957. L'exposé susmentionné souligne l'importance que la Chambre canadienne attache à l'agriculture, et l'activité qu'elle déploie pour en assurer le progrès.

Chambres de commerce provinciales

Comme nous l'avons indiqué, le groupement des Chambres et des Boards locaux en fédérations provinciales constituent l'une des phases de ce mouvement. Ces fédérations s'intéressent aux problèmes de l'expansion industrielle, du tourisme et de l'agriculture. Elles établissent des comités dans ces régions et élaborent des programmes. Elles fournissent le centre d'intérêt et d'activité des *Chambres et Boards* locaux au niveau provincial.

Chambres de commerce et Boards of Trade locaux

a) *Expansion industrielle*

Les 750 *Boards of Trade* et Chambres de commerce, groupés en une fédération désignée sous le nom de Chambre de commerce canadienne, s'efforcent d'attirer des industries dans leurs collectivités. Si nous songeons que 75 p. 100 des *Boards et Chambres* fédérés en un organisme national sont établis dans des centres de 5,000 habitants ou moins, nous pouvons certainement affirmer qu'il y a, dans ces collectivités rurales, des citoyens intéressés qui travaillent sous le régime de l'entreprise privée à attirer des industries appropriées dans leurs agglomérations.

De fait, un relevé complet effectué par la Chambre canadienne en 1954 a démontré que 41 p. 100 des collectivités de 5,000 habitants ou moins, qui avaient répondu, avaient établi des comités d'expansion industrielle. Un relevé récent nous donnera une idée de l'accroissement de cette tendance, car les réponses reçues jusqu'à présent indique que 54 p. 100 de ces collectivités ont établi un comité d'expansion industrielle.

Certains exemples concrets de l'activité de collectivités locales en matière d'expansion industrielle ne manqueront pas d'intéresser le Comité. L'un de ces *Boards of Trade* en Ontario a grandement contribué à attirer sa deuxième industrie par l'entremise d'une Société d'expansion industrielle. On a vendu des actions au public, et avec les fonds obtenus on a construit une manufacture. Un autre *Board of Trade* d'Ontario a effectué «Un relevé de la capacité disponible» dans les établissements industriels locaux. Sous 17 rubriques, le relevé énumère en détail les genres de travaux que peuvent exécuter les divers établissements industriels, ainsi que leur capacité de production.

Au Manitoba, par l'entremise du *Board* local, on a établi une usine de traitement du bois qui fournit du travail à 9 hommes en été et à 35 le reste de l'année. L'usine utilise des produits forestiers locaux et a été financée par la vente d'actions aux habitants de la région et par un prêt de la Banque de développement industriel.

Les cas susmentionnés ne sont que quelques exemples tirés de nos archives sur l'activité des Chambres et *Boards* locaux en matière d'expansion industrielle. Le travail est exécuté alors qu'on sait ce que signifie l'industrialisation pour une collectivité. Un opuscule sur l'expansion industrielle publié par le National-Canadien illustre les effets de 100 ouvriers industriels de plus au travail. Il en résulterait un accroissement de population de 427 personnes, l'embauchage de 117 autres ouvriers non industriels, 131 foyers de plus, 393 téléphones additionnels, 66 autres écoliers, 3 nouveaux commerces de détail, 187 enregistrements de véhicules automobiles de plus, et un accroissement des ven-